

21 septembre 2008



La crise : Quatrième rebondissement, état des lieux et perspective

Notes pour la formation ATTAC du 20 septembre 2008 et complétant et approfondissant le diaporama sur la crise présenté au café-rencontre d'ATTAC-Montréal le 16 avril 2008

1. Août 2007 : Éclatement de la crise financière aux ÉU

- La non-solvabilité des hypothèques de pacotille (sub-primés) faites aux couches pauvres du prolétariat à forte proportionnalité afro et latino-américaine.
- Corollaire : crise de liquidité des produits dérivés des hypothèques et aussi des prêts commerciaux à haut risque
- Réaction :
 - Baisse des taux d'intérêt à court terme aux ÉU, GB et Canada mais pas dans la zone euro ni au Japon.
 - Facilité de prêts d'urgence aux banques de dépôts
 - Stimulant fiscal égalant 1% du PIB (168 G\$)

"The subprime crisis then burst upon the general economic scene in late summer 2007. The first phase then continued throughout the remainder of 2007, as other credit markets linked to or affected by the subprime crisis were in turn impacted. These included markets like collateralized debt obligations (CDOs), which bundled subprimes with other assets, the asset backed commercial paper market, commercial property, leveraged buyout loans, junk bond and corporate high yield bond markets."

USA: A New Phase of Economic Crisis, Jack Rasmus, Against the Current, juillet-août 2008

2. Mars 2008 : Faillite de la banque d'investissements Bear Sterns (ÉU) et de la banque de dépôts Northern Rock (GB)

- Réaction :
 - Nationalisation de la dette de Bear Sterns au profit de JP Morgan et nationalisation pure et simple de Northern Rock
 - Sauvetage des grandes banques d'investissement en leur échangeant de la dette d'État contre des produits dérivés des hypothèques

"By early 2008 the "infection" had spread beyond even the above short-term credit markets, to what were once relatively more stable longer-term credit markets associated with bond insurance, sections of the municipal bond markets, prime residential mortgage lending, the broader commercial paper market, and middle and small business loan markets. By March 2008 initial signs appeared that the crisis was beginning to impact the \$50 trillion credit derivatives market, a key market in which big investment bank

players like Bear Stearns and Morgan Stanley were especially exposed and at risk.” USA: A New Phase of Economic Crisis, Jack Rasmus, Against the Current, juillet-août 2008

3. Juillet 2008 : Faillite technique des deux très grands refinanceurs d’hypothèques (Fanny Mae et Freddy Mac) et faillite du second plus important prêteur hypothécaire aux ÉU (IndyMac Bankcorp).

- Réaction :
 - Nationalisation virtuelle de FaM/FrM, en garantissant leurs immenses portefeuilles et garanties de prêts (5 200 G\$) soutenus par un capital de seulement 82 G\$.
 - Possibilité de nationalisation réelle, ce qui quasi doublerait la dette publique étasunienne. En attendant, la Banque centrale étasunienne donne une garantie de 200 G\$.

4. Septembre 2008 : Faillite de Lehman Brothers dont une partie des actifs est rachetée par l’anglaise Barclay ; faillite technique de Merrill Lynch rachetée à rabais par la Bank of America ; faillite et nationalisation de American International Group, la plus grande entreprise mondiale d’assurance

- Réaction :
 - Pour la première fois, le gouvernement étasunien n’intervient pas pour sauver une grande institution financière en perdition...
 - ... mais il s’apprête à nationaliser toutes les mauvaises créances — 500 G\$? 1000 G\$? — pour sauver le capital financier.

Pour la première fois, un ensemble de banques centrales interviennent d’urgence et d’un commun accord pour soutenir le marché boursier.

« En fait, [la crise] s’étend. D’une part, elle concerne de nouveaux acteurs financiers, tels que Fannie et Freddy, mais aussi des compagnies d’assurance et, peu connus mais essentiels, les « rehausseurs de crédit », qui garantissent crédits bancaires et obligations. D’autre part, elle concerne de nouvelles catégories d’emprunteurs, comme des ménages considérés jusque-là solvables, des promoteurs immobiliers ou des commerçants. » Isaac Joshua, Rouge, 24 juillet 2008

On note que :

1. La fréquence des rebondissements financiers augmente.
2. La crise de 1929, qui a duré aux ÉU 3 ans et demi, de l’automne 1929 au printemps 1933, avant de se transformer en dépression jusqu’à la Deuxième guerre mondiale, a suivi un scénario semblable : une phase de chocs financiers de plus en plus rapprochés de l’automne 1929 à l’automne 1931 entraînant l’économie réelle jusqu’au début de 1933.
3. Par la nationalisation de l’ensemble des mauvaises créances, le gouvernement étasunien espère relancer la machine de l’endettement qui assure la demande solvable du capitalisme néolibéral.
4. Cette « solution » se fait aux dépens du prolétariat qui paie par le pillage des dépenses publiques au profit des banques. Si la faiblesse de la riposte du prolétariat persistait pourrait en résulter une poussée inflationniste découlant d’une nouvelle orgie financière garantie par la prévisibilité de la socialisation des

mauvaises créances, la régulation étatique demeurant minimale. À l'horizon pointe une hyper-inflation ruinant l'épargne populaire et petite-bourgeoise (fonds de pension, fonds communs de placement).

A. Une nouvelle phase du capitalisme néolibéral : la phase étatique ?

Les banques centrales s'emparent des finances publiques pour sauver le capital financier. Les USA deviennent les USSA ! Se rendra-t-on jusqu'à la nationalisation du système financier au bénéfice du capitalisme ? :

"We haven't suddenly become socialists. What taxpayers need to understand is that Fannie and Freddie already practice socialism, albeit of the dishonest kind. Their profit is privatized but their risk is socialized. We're proposing a more honest form of socialism [la nationalisation aussi proposé par The Economist, le magazine de la "City", NDLR], with the prospect of long-term reform."

Wall Street Journal, juillet 2008

De répondre le Financial Times de Londres :

"If financial behemoths like AIG are too large and/or too interconnected to fail, but not too smart to get themselves into situations where they need to be bailed out, then what is the case for letting private firms engage in such kinds of activities in the first place?"

"Is the reality of the modern, transactions-oriented model of financial capitalism indeed that large private firms make enormous private profits when the going is good, and get bailed out and taken into temporary public ownership when the going gets bad, with the taxpayer taking the risk and the losses?"

"If so, then why not keep these activities in permanent public ownership? [Je souligne] There is a longstanding argument that there is no real case for private ownership of deposit-taking banking institutions, because these cannot exist safely without a deposit guarantee and/or lender of last resort facilities, that are ultimately underwritten by the taxpayer."

B. La crise se mondialise en s'étendant au Canada, à la zone euro, à la Grande-Bretagne et au Japon, en ralentissant la croissance de la Chine et de l'Inde...

- Les derniers taux de croissance trimestriels des PIB canadien, de la zone euro et du Japon sont respectivement, en taux annualisé, de -0.3%, -0.8% et -2.4%
- En taux annualisé, la croissance du PIB chinois est passée de plus de 12% au deuxième trimestre 2007 à 10% au deuxième trimestre 2008
- En taux annualisé, la croissance du PIB indien est passée de 10% au deuxième trimestre 2006 à un peu au-dessus de 8% au premier trimestre 2008 mais avec une baisse du taux de croissance de la production industrielle de 16% à 4%.

C. ... mais recule (peut-être) momentanément aux ÉU

- Le capital non-étasunien détient 35-40% de la dette de FaM/FrM
- Les pertes bancaires sont aussi importantes hors ÉU qu'aux ÉU mêmes
- La récente baisse du prix du pétrole, causée par la mondialisation de la crise, profite davantage aux ÉU, le plus énergivore net des pays impérialistes... et défavorise particulièrement le Canada
- Depuis 2002, le dollar a perdu le quart de sa valeur réelle vis-à-vis le panier de monnaies pondéré par ses échanges commerciaux d'où une hausse des exportations :
"Without the boost from net imports, real GDP would have fallen since the third quarter of 2007." The Economist, 16/08/08

sauf que :

"According to Moody's Economy.com, some 3 million people will default on their mortgages this year. "The big problem is that 9 million U.S. homeowners owe more than their houses are worth," wrote Justin Fox of Time." Lee Sustard, International Socialist Organisation (ÉU), 7/08/08

Ce qui explique peut-être que le troisième trimestre s'annonce mal. La production industrielle recule en juillet après avoir augmenté en juin. Les ventes au détail reculent aussi en juillet après 5 mois consécutifs de progression. En juillet aussi, après un sursaut en juin, la construction domiciliaire recule de 11%, atteignant son plus bas niveau depuis 1991.

Comme hégémon mondial, malgré le sérieux déplacement défavorable de son rapport de force dû à l'enlèvement iraquien et afghan, dénoté durant l'été 2008 par l'échec définitif du cycle de Doha et le revers de la guerre de Géorgie, les ÉU sont encore assez forts, économiquement et militairement, pour exporter une grande partie des conséquences de la crise économique. Tout le contraire de la crise/stagnation japonaise des années 90 qui fut entièrement encaissée à l'interne sans conséquence mondiale.

D. Pour la bourgeoisie des pays impérialistes, la crise est l'occasion, si ce n'est son but, de baisser le salaire réel du prolétariat...

- Aux ÉU, grâce à la combinaison de la hausse du taux de chômage, passé de 4.5% à 5.7% depuis le début de la crise, et de l'inflation, passé d'un taux de 2% à 5.5%, le taux de croissance du salaire horaire réel est passé de +2% en août 2007 à -2% à juillet 2008.
- La banque centrale de la zone euro, non seulement n'a-t-elle pas baissé son taux d'intérêt de référence à court terme mais elle l'a haussé au début juillet pour soi-disant combattre l'inflation, en fait parce que :
"Stronger wage growth and high commodity prices have squeezed profits [...] In Italy and Spain, wage growth is picking up even as unemployment rises." The Economist, 16 août 2008

D1. La politique monétaire laxiste de banque centrale des ÉU (et du Canada) ne vise qu'à soutenir les banques et ne bénéficie en rien directement au prolétariat. Comme les taux à long terme restent à peu près inchangés, dont les taux hypothécaires, sous prétexte d'augmentation du risque, l'augmentation de l'écart entre taux à court terme et à long terme renfloue les banques aux dépens du prolétariat.

D2. Si, dans la zone euro, une politique de taux d'intérêt différente est suivie, c'est que :

- la résistance prolétarienne est plus vive, même si le prolétariat est là aussi sur la défensive,
- l'importance du capital proprement financier est relativement moindre qu'aux ÉU, en Grande-Bretagne et au Canada. [Au Canada, ce capital n'a pas une importance mondiale mais il domine largement à cause de sa faiblesse manufacturière et de la forte pénétration du capital étranger hors du secteur financier, sans compter l'importance relative des capitaux canadiens placés aux ÉU et ailleurs mais dépendant de la protection étasunienne, et celle du commerce bilatérale notamment pétrolier. D'où la politique suiviste du gouvernement canadien renforcée depuis le gouvernement Martin puis Harper.]
- Plusieurs des banques européennes les plus mal prises sont hors de la zone euro, en Grande-Bretagne et en Suisse.

E. ... et de mettre au pas les pays pétroliers anti-impérialistes et anti-étasuniens

- La hausse des prix des produits pétroliers renforcent politiquement et économiquement le Venezuela qui s'est mis à faire nombre de nationalisations (payés rubis sur ongle), donne à la Russie la force de tenter de ré-hégémoniser son ancien empire y compris les pipelines qui contournent son territoire, et permet à l'Iran de tenir tête à l'impérialisme.
- Il faudrait une crise longue et profonde pour casser la hausse des prix pétroliers malgré la (quasi)-atteinte du pic pétrolier et ainsi créer les conditions économiques d'une reprise en mains politique par l'impérialisme.
- Une baisse drastique de la consommation pétrolière aurait aussi l'effet de momentanément désamorcer l'immense mais diffus et peu organisé mouvement écologique tout en donnant le temps à la bourgeoisie de mettre en place son alternative de « capitalisme vert » financé par encore d'autres reculs prolétariens (voir, par exemple, le plan proposé par le National Geographic d'octobre 2007)

F. La bourgeoisie est prête à prendre le risque d'une crise sérieuse parce qu'elle sait le prolétariat sur la défensive, désorganisé et souvent démoralisé.

- Les mouvements sociaux sud-américains sont paralysés parce que divisés entre ceux qui ont intégré l'orbite des gouvernements de gauche au pouvoir, certains sociaux-libéraux (Brésil, Argentine) d'autres nationalistes anti-impérialistes (Venezuela, Bolivie, Équateur), et ceux qui restent indépendants quitte à soutenir critiquement les gouvernements anti-impérialistes.
- Les mouvements sociaux aux ÉU, au Canada/Québec, au Japon... sont à terre quand ils n'ont pas capitulé tandis que les partis de gauche quelque peu de masse, s'il y en a, y sont sociaux-libéraux.
- En Chine, malgré une croissance quantitative notable (« *Public protests rose by 50 percent last year* » selon le National Geographic de mai 2008), la riposte sociale est loin de l'unification nationale et absente du terrain politique pour raisons d'absorption de la dissidence dans la classe moyenne et d'une très sévère répression. Reste qu'inégalités, pollutions et corruption y sont criantes. Il ne faudrait pas que la roue de l'accumulation cesse de tourner.
- La riposte sociale dans l'UE, à différencier entre pays, semble généralement en panne à peut-être l'exception française (à voir cet automne). Plusieurs petits et moyens partis de masse anticapitalistes ou antilibéraux ont fouerré (Angleterre, Écosse, Italie, Espagne), d'autres tiennent le coup (Danemark, Portugal) mais ne progressent pas ou peu. La gauche politique allemande connaît la montée électorale non négligeable d'un « Parti de gauche » dirigé par deux vedettes sociales-libérales et dont certaines sections provinciales forment ou veulent former un gouvernement de coalition avec le néolibéral Parti social-démocrate.
- L'espoir du monde, cet automne, se porte sur la France où la section française de la Quatrième Internationale, portant l'éclatant succès électoral Olivier Besancenot, dotée d'un programme d'urgence anticapitaliste et enracinée dans un mouvement social jusqu'ici en ébullition mais essoufflé par de répétitives et sans effet journées

sectorielles de mobilisations, se saborde en muant en « Nouveau parti anticapitaliste ».

- Le succès jusqu'ici du processus en marche, qui n'a pas sacrifié la radicalité de son orientation anticapitaliste à son extension (3 000 à 10 000 et on compte toujours), sera testé dès cet automne, avant même sa fondation prévue pour janvier 2009, par sa capacité à contribuer visiblement à construire un front uni anti-Sarkozy qui dépasse les rituelles journées de mobilisation sans lendemain des directions syndicales et qui soit assez puissant pour arrêter la pluie de contre-réformes et les guerres de l'impérialisme français.

G. Les économies du BRIC (Brésil, Russie, Inde et surtout Chine) peuvent-elles prendre le relais et ainsi éviter une profonde et longue dépression ?

- Le taux de croissance des exportations chinoises a diminué de près 100% depuis le début de la crise, de 21% à 11%...
"For the first time in years, China's exports are growing more slowly than America's. [...] China's [export volume] rose 11% to the year in the second quarter while America's climb by 12%." The Economist, 16 août 2008
- ... mais le taux de croissance des ventes au détail a augmenté de 16% à 23%, soit de près de 50%, d'où un taux de croissance du PIB qui décroît de seulement 20%, de 12% à 10%.
In the "factory of the world," the manufacturing heartland of Southern China, they are also feeling the effects of weakening global demand, with plant closures and layoffs," the BBC reported.
- Qu'en sera-t-il une fois terminé le boom olympique ? La stratégie de développement de la Chine est d'être « l'atelier du monde » sur la base d'une politique de bas salaires et avec comme source d'accumulation un très haut niveau d'épargne interne, stimulée par l'absence de services publics et de programmes sociaux, et d'investissements étrangers. Ce sont donc les exportations nettes qui tirent investissements et consommation interne lesquels s'ajustent après un certain temps.
- La direction chinoise est-elle prête à un revirement de stratégie en fonction du marché intérieur, ce qui ne peut signifier qu'une politique d'augmentation des salaires et des investissements sociaux et de baisse du taux d'épargne faramineux ? :
"It is worrying that since mid-July China has stopped allowing the yuan to rise against the dollar; indeed the currency has since fallen by 1%. China has also increased some tax rebates for exporters." The Economist, 16 août 2008
- La Chine capitaliste et désormais pleinement intégré dans le marché mondial dont dépend sa croissance ne va pas lâcher la proie pour l'ombre. Elle est la plus compétitive des grandes puissances et entend bien le rester d'autant plus que la classe moyenne née de cette croissance extravertie est devenue sa base de soutien politique. Pour sa classe dirigeante, la hausse larvée des salaires due à l'accroissement des luttes sociales n'est pas une bonne nouvelle, pas plus qu'elle ne le serait pour les bourgeoisies des pays impérialistes, mais un problème car elle détourne les investissements vers l'Indochine, le Bangladesh, etc..

- Le but de la classe dirigeante chinoise est plutôt de devenir elle-même impérialiste. Les investissements directs chinois à l'étranger, ceux qui résultent en un contrôle, jamais plus en moyenne de 3 à 4 milliards \$ l'an de 1990 à 2004, ont décollé pour atteindre près de 20 milliards en 2007, suffisant pour se tailler une place en Afrique, sans compter les placements stratégiques dans certaines grandes banques étasuniennes en difficulté.

« Après les États-Unis, l'Europe. Après l'Europe, ce sera sans doute au tour des zones émergentes d'être sur la sellette. Le modèle, « tiré par les exportations », qu'elles ont adopté risque alors de révéler ses failles, l'affaissement de la conjoncture dans le monde développé se transmettant, démultiplié, à des pays tels que la Chine ou l'Inde. »
Isaac Joshua, Rouge, 24 juillet 2008

H. Le capitalisme néolibéral est-il assez fort pour se tirer d'affaires sans dépression majeure (thèse de Sam Ginden et Leo Panitch dans le Canadian Dimension, juillet-août 2008, mais aussi de Strauss-Khan, le grand patron du FMI, parce que le prix du pétrole baisse, la crise immobilière aurait atteint son plancher et que les gouvernements ont réagi fortement.)

- Selon les auteurs, le capitalisme néolibéral a renforcé économiquement et politiquement le capitalisme :
 - La financiarisation a rendu la compétitivité efficiente mondialement d'où le niveau élevé des taux de profit et le faible endettement des entreprises non-financières.
 - Elle a organiquement lié les bourgeoisies du monde au capitalisme étasunien d'où leur solidarité obligée pour soutenir les ÉU dans la crise.
 - Elle a intégré la portion organisée du prolétariat (système des pensions, endettement des ménages) l'obligeant à encaisser la crise sans capacité de riposte.
- Le capitalisme néolibéral se remettra en selle sans trop de difficultés :

"...it seems most likely that banks, competing for markets, will continue to extend credit to working families more generally. We need to remember that the top twenty per cent and their families are extravagant consumers. While growing inequalities are grotesque, the left has consistently underestimated the extent to which the rich can sustain overall spending. The 'correction' in the dollar (alongside the strength of U.S. manufacturing in the higher-tech sectors) has already led to offsetting growth in markets abroad; U.S. exports have been growing at double-digit rates over the past few years. Finally, the U.S. state may revive its capacities for substantive infrastructural spending, if only to stimulate the construction industry now that the housing boom is over."
- La thèse des deux auteurs rappelle la thèse du « super-impérialisme » du révisionnisme marxiste à la veille de la Première guerre mondiale. Cette guerre démontra avec un cruel éclat que les rivalités inter-impérialistes n'avaient guère été surmontées et que la capitulation social-démocrate de 1914 se transforma en son éclatant contraire trois ans plus tard.
- Leur thèse du « super-impérialisme néolibéral » risque un démenti aussi percutant.

- Si le capitalisme néolibéral a résolu la crise du taux de profit légué par les « trente glorieuses », il n'a guère trouvé de réponse structurelle à la crise de la réalisation de la valeur autre que l'endettement généralisé de tous les acteurs. Contraster le moindre endettement relatif des entreprises non-financières, en oubliant les « leveraged buy-outs », à l'endettement exponentiel des entreprises financières, des ménages et de l'État relève de l'aveuglement. Cette solution bouche-trou est arrivée à son terme.
- L'enflure financière du capitalisme néolibéral sert surtout à la spéculation et très secondairement à améliorer la circulation du capital.
- L'enflure financière, la consommation de luxe et la course aux armements ne contribuent en rien à la reproduction du capitalisme, c'est-à-dire au renouvellement de la force de travail (le panier du consommateur) et des moyens de production (infrastructures, réseaux, bâtiments, machinerie). Si, momentanément, ils permettent la réalisation à coups d'endettement, c'est pour mieux aboutir à une crise de grande ampleur selon la loi de l'autoclave.
- La guerre permanente du pétrole qui s'enlise, la tactique de la tension contre l'Iran annonciatrice de la préparation d'une frappe, la guerre de Géorgie, le réarmement chinois pour répondre à l'hégémonisme et qui prépare un affrontement pour Taïwan, annoncent une intensification des contradictions inter-impérialistes. Étrangement nos deux auteurs ne parlent ni d'impérialisme ni de guerre. La priorité sera donc accordée aux dépenses d'armements par rapport aux infrastructures productives et services publics, y compris au Canada qui ne peut plus se défilier.
- *Last but not least*, l'intégration du prolétariat dans la financiarisation néolibérale prépare de cruelles déconvenues qui annoncent des soulèvements qui déjà se laissent voir en Chine, qui pourraient resurgir en Amérique du Sud et qui pourraient atteindre un niveau supérieur en France et peut-être même en Allemagne. La question n'est pas là mais de savoir si ces soulèvements, mal dirigés, préparent la voie à un autoritarisme vert ou si, dirigés par des forces du « socialisme du XXI^e siècle » ils préparent plutôt une révolution écosocialiste. Est-ce qu'à terme il y aura, pour ainsi dire, une fusion internationaliste entre le NPA français et la multiplication des émeutes chinoises ?

I. Le « New Deal »/« Plan Marshall »/État providence n'est ni souhaitable ni reproductible

- Le « **New Deal** »¹ a été la résultante d'un rapport de forces défavorables de la bourgeoisie étasunienne d'abord face à ses concurrents et face à l'URSS, puis face au prolétariat qui commence à se remobiliser au milieu des années 30.
- Le « New Deal » est une légende urbaine
 - La crise de 1929-1933 a été plus profonde aux ÉU qu'ailleurs, y compris l'URSS... à égalité avec l'Allemagne de Weimar
 - Le tournant de 1933 est dû à l'abandon de la politique monétaire restrictive pour défendre l'étalon-or déjà abandonné par l'Angleterre en 1931. Rien à voir avec le futur New Deal.
 - Au Canada, sans doute aussi aux ÉU, le niveau des dépenses publiques est demeuré constant. Le déficit public finance le maintien des dépenses publiques malgré la baisse des entrées fiscales, non leur augmentation.
 - Le New Deal a contribué à atténuer l'ampleur de la dépression subséquente (1933-1940). Le taux de chômage étasunien baisse de 25% à 15% mais ne revient pas au niveau de 3-4% d'avant la crise.
 - La dépression étasunienne est la pire des grands pays impérialistes... sauf sous la France du Front populaire.
 - La planification de la Première guerre a inspiré le New Deal, non les théories de Keynes qui s'inspirent de la même expérience.²
 - La crise de 1938 a révélé l'échec du New Deal.
 - Les pays de l'Axe et l'URSS se sont sortis de la dépression plus vite grâce à une planification bureaucratique et militariste.
 - Seule la mobilisation économique de la Deuxième guerre mondiale a réglé la dépression aux ÉU en rétablissant le plein emploi.
 - L'endettement public, qui s'était élevé de 20% du PIB à 40% du PIB de 1931 à 1933, se maintient à ce niveau jusqu'en 1941 pour augmenter rapidement jusqu'à 120% en 1946.

Un « keynésianisme » capitaliste qui réussit (plein emploi) est un keynésianisme militariste. Dans ce cadre, plus un régime est autoritaire, plus il réussit, plus il est de centre-gauche, moins il réussit.

¹ Le **New Deal** (« Nouvelle donne » en français) est le nom donné par le président américain Franklin Delano Roosevelt à sa politique interventionniste mise en place pour lutter contre les effets de la Grande Dépression aux États-Unis. (Wikipédia français)

² [En 1919, Keynes] publie *Les Conséquences économiques de la paix* qui deviendra vite un best-seller dans le monde entier (200 000 exemplaires vendus) que résume Schumpeter en ce terme : « le capitalisme du laissez-faire, cet épisode extraordinaire, a rendu l'âme en 1914. » (Wikipédia français)

- « **État providence** » et « **Plan Marshall** » sont la résultante de la montée révolutionnaire déclenchée par la Deuxième guerre mondiale, elle-même conséquence de la révolution russe que la trahison des partis sociaux-démocrates avaient empêché de s'étendre à l'Europe après la Première guerre. Cette nouvelle montée à partir de 1944 échoue en France, en Italie, en Grèce, sabotée par la capitulation des partis staliniens qui respectent la division du monde faite à Yalta. (Au Canada et aux ÉU, leur appui à l'effort de guerre freine la montée des luttes syndicales durant et immédiatement après la guerre.) Elle réussit en Yougoslavie et en Albanie sous la direction de partis néo-staliniens qui désobéissent à Staline pendant que l'armée rouge libère/occupe l'Europe de l'Est. Surtout elle réussit en Chine, au Vietnam-Nord, en Corée du Nord sous forme de révolutions ouvrières/paysannes et anti-impérialistes qui échouent en Malaisie/Singapour et en Indonésie.
 - Forte de l'expérience de l'échec du « New Deal » et de la « réussite » économique de la planification de guerre, la bourgeoisie étasunienne a initié une politique de prêts aux pays vaincus de la guerre et d'importantes concessions au prolétariat des pays vainqueurs. Toutefois, ces concessions, qui ne furent pas données, furent encadrées dans une « économie de guerre permanente » contre le « communisme ». Cette « guerre froide » et son corollaire, le répressif Maccarthisme, permirent de découpler et même d'opposer lutte pour des réformes et lutte révolutionnaire.
 - Cette stratégie carotte/bâton réussit pleinement. Les mouvements syndical et populaire renoncèrent à toute perspective révolutionnaire en retour du partage des gains de productivité. Toutefois, ces gains furent financés par la hausse de l'imposition des revenus prolétariens, la hausse de l'endettement de l'État, un temps masqué par une croissance plus importante du PIB, et l'importante croissance de l'endettement prolétarien (prêts hypothécaires et prêts à la consommation).
 - Cette stratégie se différencie selon le degré de la montée révolutionnaire : plus de concessions dans les pays impérialistes vaincus et moins dans ceux vainqueurs dont en particulier les ÉU mais aussi les autres puissances anglo-saxonnes dont le Canada. Le Québec se particularise par la volonté de la petite et moyenne bourgeoisie de moderniser le capitalisme d'où la dite « Révolution tranquille » où intérêts prolétariens et nationalistes-bourgeois ont brièvement coincédés.
 - Pendant ce temps, le capital financier, mis au pas durant la crise et pendant la guerre, se réorganisa sur la base de l'endettement étatique et des prolétaires, aussi des pays du tiers monde, pendant que les entreprises s'autofinanciaient. De leur côté, les idéologues du libre marché se réunirent discrètement dans la Société du Mont-Pèlerin pour préparer le match revanche quand l'État providence se serait enlisé dans ses contradictions dénotées par la baisse du taux de profit.
 - Les tenants du néolibéralisme ont faussement imputé la baisse du taux de profit aux politiques des États : les augmentations de salaire, les programmes sociaux et l'amélioration des services publics. L'État providence a, au contraire, prolongé la période de prospérité parce qu'il suscitait une large demande solvable.

Pendant les dites « trente glorieuses », de 1945 à 1975, a été généré un espace économique qui a facilité l'expansion de nouvelles usines à la fine pointe de la technologie surtout mise au point durant la crise et la guerre précédentes.

- La responsabilité de la chute du taux de profit en revient d'abord au capital lui-même. Plus se prolongeait la prospérité permettant l'atteinte d'un plein emploi relatif, plus le capital a eu recours à une relative grève des investissements dans les pays impérialistes, pour créer du chômage afin d'affaiblir les syndicats. Les nouveaux investissements se firent d'abord en Europe du Sud au lieu du Nord, dans les états du sud des États-Unis au lieu de la Nouvelle-Angleterre et du Midwest ; ensuite ils se firent dans les « nouveaux pays industrialisés » puis enfin en Chine et en Inde.
- À ce déplacement géographique des investissements se combine, plus fondamentalement, une crise de surproduction. Au sortir de la Deuxième guerre mondiale, l'Europe occidentale et le Japon en ruines ont constitué un marché de choix pour les entreprises qui ont pu développer à l'échelle d'un continent le complexe auto-pétrole-bungalow mis au point aux États-Unis dans l'entre-deux-guerres de même que le complexe militaro-nucléaire mis au point durant la Deuxième Guerre et que la Guerre Froide a prolongé et développé. Cette reproduction du modèle étasunien a produit une accumulation de capital telle que s'est déclarée une crise de surproduction dès la fin des années soixante à cause des pays détruits par la guerre qui ont réintégré le marché mondial comme producteurs.
- À cette crise de l'État providence dénotée par la « stagflation » des années 1970, le mouvement social, ayant renoncé à toute perspective révolutionnaire, ne sut que répondre. Il fut d'autant plus confus, que le développement de l'État providence avait aussi développé son lot de crises sociales et politiques auxquelles la nouvelle doctrine néolibérale prétendait apporter des réponses.
 - Crise écologique : Imposé par le crédit et le marketing de masse sur fond de pénuries accumulées des temps de crise et de guerre, le modèle de consommation de masse propre au complexe auto-pétrole-bungalow a permis une période prolongée d'accumulation rapide du capital mais au prix d'une croissance des pollutions, dont l'effet de serre, et de l'affaiblissement des solidarités en isolant les familles dans leur auto/bungalow. S'est ajouté la pollution très élevée de l'industrie et de l'appareil militaire/nucléaire.
 - Crise des genres : L'État providence a créé un vaste secteur de services, privés et publics, où prédominaient les femmes généralement sous-payées par rapport aux « cols bleus ». Dans le tiers monde, l'agro-exportation marginalisait les femmes dans l'agriculture vivrière. En résulte un développement de la lutte pour l'indépendance économique, contre la double journée de travail et pour le contrôle de la maternité, problèmes que les politiques de l'État providence n'ont pas résolus.
 - Crise nationale : La solidarité nationale de l'État providence s'arrêtait aux frontières de l'idéologie du « sous-développement » et de l'anti-communisme. Les pays du tiers monde, malgré les nouvelles indépendances, restaient

soumis à l'approche néocoloniale des pays impérialistes, des grandes banques et de transnationales.

- Crise de la dette : Pour combattre les bas taux de profit des années 70, les Banques centrales eurent une politique de bas taux d'intérêt de sorte à permettre aux transnationales d'hausser leurs prix à volonté. Ces taux d'aubaine encouragèrent les États, soit en crise fiscale ou en crise de compte courant, à s'endetter. De 1968 à 1980, la dette du tiers monde fut multipliée par plus de dix fois.
- Crise de l'alternative : Mai 68 révéla que la jeunesse d'après-guerre, à travers le monde, rejetait consumérisme, autoritarisme et impérialisme. Les forces politiques de gauche, dominées par les partis sociaux-démocrates et stalinien, furent incapables de leur donner une réponse, encore moins de les organiser. La « nouvelle gauche » qui tenta de remplir le vide en prenant en compte les nouveaux problèmes sociaux (écologisme, féminisme, tiers-mondisme) échoua à son tour en rejetant le marxisme avec l'eau sale (néo)-stalinienne et social-démocrate.

Du cycle New Deal/État providence, on retient qu'il est possible sous le capitalisme d'atteindre momentanément le plein emploi mais seulement grâce à une planification étatique dans le cadre d'une mobilisation guerrière. Le corollaire de cette thèse c'est que les dévastations dues à la guerre même peuvent, dans certaines conditions, créer un rapport de forces révolutionnaire tel que le prolétariat peut arracher momentanément de substantielles concessions pour empêcher la révolution. On retient, finalement, que le plein emploi capitaliste démultiplie toute une série de crises sociales qui imposent un retour aux sources au capitalisme dit sauvage, en fait au « capitalisme pur », selon l'expression de Michel Husson.

J. L'idéologie de l'État providence prend aujourd'hui l'aspect de l'« obamania ».

- Le spectre de l'État providence est de retour. Pendant que la direction nationale de Québec solidaire consacre 1500 \$ pour un stage d'observation de la campagne d'Obama, tant le NPD que SPQ-libre, l'aile gauche syndicale du PQ, se sont embarqués dans l'obamania.

« Dans son discours d'acceptation de l'investiture démocrate, Barack Obama a annoncé le changement de perspectives en réhabilitant le rôle de l'État, particulièrement en santé et en éducation. Il s'est engagé à transformer radicalement la fiscalité qui profite aux riches au détriment des pauvres et à favoriser la syndicalisation de la classe ouvrière. Un président Obama consacrerait d'énormes ressources pour diminuer la dépendance des États-Unis au pétrole et recourir à de nouvelles sources d'énergie. » Déclaration de SPQ-libre, 4 septembre 2008

Sauf que :

"...his pledge to "finally keep the promise [there's that word again!] of affordable, accessible health care for every single American" preserves the private insurance model that will do nothing to control costs or to make health care a right. Even his pledge to spend \$150 billion over 10 years to develop an alternative energy industry (by the way, including nuclear power) sounds impressive until you consider that the price tag is about one year's worth of war in Iraq and Afghanistan. And, of course, under his meta-theme of "there is no red America or blue America, but the United States of America," Obama reached out across the divide of the "culture war" to propose splitting

the difference with the right on a set of hot-button social issues, from abortion to immigration.”
Lance Selfa, SocialistWorker.org, 11 septembre 2008

- La base sociale de l’obamania. Obama a reçu davantage de contributions des entreprises (et des bureaucraties syndicales) que le candidat républicain, sauf des secteurs pétrolier et militaire :

“Meanwhile, a significant sector of corporate and policy elites will gather around Obama the mainstream Democrat. There is genuine fear in these circles about the consequences of the Bush’s regime massive financial irresponsibility, its ideologically–driven military adventurism, its disastrous inattention to infrastructure and catastrophic climate change, its incapacity to respond to out-of-control domestic and global energy price inflation, in short, its squandering of the physical, monetary and political asset that made the US the master of the world. These forces are happy to enjoy the fruits of Republican policies that have made them rich at the expense of the rest of us, but are worried that pushing this direction further could seriously destabilize US capitalism and the global system. [...] ...they see Obama as their safe-reform option and hope for a soft landing from the present crisis.” Éditorial, Against the Current, juillet-août 2008

- Obama s’inscrit dans les visées impérialistes des ÉU que loin d’atténuer, il renforcerait :

“Rather than simply focusing on Iraq, as John McCain tends to do, he talked of securing and rebuilding Afghanistan. Mr Obama said that he would redeploy two additional brigades there, along with more helicopters and predator drones [...] Mr Obama also said he would triple non-military aid to Pakistan while pressing the government to assert more control of its border regions. If the government failed to do so, he repeated an earlier treat to use American means to hit targets without Pakistan’s permission. He would expand the armed forces, double foreign aid and rule out no tool with which to coerce Iran. He also repeated his pledge to start withdrawing from Iraq the day he takes office, and largely to complete the job in 16 months. [...] He spoke this week of making ‘tactical adjustments’ to his plans as conditions in Iraq change. That leaves him a little room to keep troops in a bit longer.” [...] Mr Obama recently told the main pro-Israel group in Washington that Israel must never be divided, a position that goes beyond those of the Clinton and Bush administrations (not to mention that of many Israelis). Then he backtracked. On trade, Mr Obama used to demand the renegotiation of NAFTA; now he stresses his dedication to the cause of free trade. [...] On climate change he, like Mr McCain, favours a cap-and-trade system [ce qui est plus à droite que la taxe sur le carbone des Libéraux fédéraux, NDLR].” The Economist, 19 juillet 2008

- D’où viendraient les fonds pour un nouveau keynésianisme social ?

“There will be no real progress on health care, education, sustainability or any other meaningful goal without freeing up the resources that are being poured into the colonial occupation of Iraq and the overwhelming U.S. military budget.” Éditorial, Against the Current, juillet-août 2008

- Qui est le vrai Obama ?

“Mr Obama himself confesses that ‘I serve as a blank screen of which people of vastly different stripes project their own views. As such, I am bound to disappoint some, if not all, of them.’ [...] Mr. Obama has never pursued a serious reform agenda in any job he has held. [...] He supported the farm bill and the override of the president’s veto, despite de fact that the bill sprayed money at agri-business and raised barriers against farmers in the developing world. A raft of pork projects, including ‘Alaska’s bridge to nowhere’, received his support. [...] The man who promised to reform America’s political system is the first presidential candidate ever to reject public funds for the general election.” The Economist, 23 août 2008

- S’en remettre à l’obamania dénote le cul-de-sac politique de la gauche étasunienne, canadienne-anglaise et québécoise.

K. La plate-forme de Québec solidaire, c'est l'État providence capitaliste divisé par trois, pire, le statuquo du début des années 90 divisé par trois.

- Dans le quotidien gratuit « Métro » du 17 avril 2008, Léo-Paul Lauzon, titulaire de la Chaire socio-économique de l'UQAM, dans un article exclusif de deux pages intitulé « *Mes 14 idées-chocs pour secouer le Québec et le Canada* », donnait une liste de 14 mesures fiscales démontrant la possibilité de hausser les revenus fiscaux québécois de 11 milliards \$ et ceux canadiens de 30 milliards \$. Si on fait l'hypothèse que le fédéral dépende au Québec un peu moins du quart de son budget, ces 14 mesures assureraient une augmentation des dépenses publiques au Québec d'environ 18 milliards \$. On remarque que ces mesures proposent modestement de rétablir la situation fiscale du début des années 90 ou de hausser la ponction fiscale québécoise au niveau de celle de l'Ontario et celle du Canada au niveau de celle des ÉU. D'ailleurs, un calcul semblable que j'avais fait il y a quelques années par une méthodologie différente (rétablir le ratio dépenses publiques versus PIB du début des années 90) donnait le même résultat.
- Au moment du début des négociations entre l'UFP et Option citoyenne pour former Québec solidaire, la direction d'Option citoyenne avait exigé et obtenu de la direction de l'UFP qu'elle supprime de sa plate-forme la revendication d'une augmentation immédiate des dépenses sociales de 10 milliards \$. Lors de la dernière élection québécoise, la direction de Québec solidaire proposait une augmentation de ces dépenses de 6 milliards \$ sur trois ans, soit le tiers de la somme proposée par le prof Lauzon, ou la moitié si l'on ne prend en compte que le gouvernement québécois... mais Québec solidaire est sensé être un parti souverainiste. À remarquer que cette somme de 6 milliards \$ est de même ordre de grandeur que la hausse des dépenses publiques de 23 milliards \$ pour le Canada proposée par le NPD comme promesse électorale.
- Faut-il se surprendre que la direction de Québec solidaire propose de battre les Conservateurs lors des prochaines élections fédérales, c'est-à-dire de voter le plus souvent Bloc, parfois Libéral et rarement NPD. Elle prépare ainsi, à travers le Bloc, une alliance souverainiste avec le PQ lors des prochaines québécoises pour s'assurer sans coup férir une présence à l'Assemblée nationale. Faut-il préciser qu'une telle alliance nécessite une plate-forme sociale-libérale bien en deçà de l'État providence d'antan... et de mettre au pas toute opposition anticapitaliste et même antilibérale conséquente qui refuse de se taire.

L. Dépasser la limite de l'État providence signifie la rupture avec le capitalisme.

Une grande partie du globe, au XX^{ie} siècle, a rejeté le capitalisme pour mieux l'imiter dans le cadre d'une planification bureaucratique et répressive. Ces régimes ont eux aussi atteint le plein emploi et ont fait bénéficier à leur prolétariat de services publics et de programmes sociaux au prorata du développement de leurs forces productives qu'ils ont contribué à grandement développer.

Cependant, comme l'État providence capitaliste, ils se sont englués dans de semblables crises sociales auxquelles s'ajoutait un fort sérieux déficit démocratique qui étouffait, et étouffe toujours leurs populations même après leur passage au capitalisme. Pire, ces régimes, contrairement au capitalisme, ont été incapables de développement technologique systématique sauf à imiter « l'Ouest » ou à super-concentrer leurs meilleures ressources dans certains créneaux (militaire, spatial) aux dépens de tout le reste, ce qui ne pouvait durer à moins de faire éclater les contradictions sociales. À terme, ils étaient incapables de se reproduire socialement.

Face à une crise écologique sans précédent et sans doute face à une crise économique qui le deviendra, l'humanité est confrontée au défi d'une nouvelle révolution anticapitaliste qui réconcilie étatisation et socialisation, planification et démocratie. Alors seulement, le long détour du « court XX^{ie} siècle » n'aura pas été inutile.

Marc Bonhomme, 21 septembre 2008